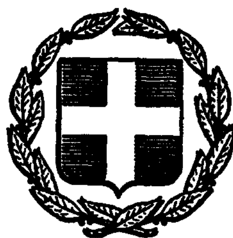


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 13 ΜΑΡΤΙΟΥ 1980 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 56

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1034

Περὶ κυρώσεως τῆς εἰς 'Αθήνας τὴν 28ην Φεβρουαρίου 1976 ὑπογραφείσης Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας ἀφορώσης εἰς τὴν συνεργασίαν καὶ τὴν σύμπραξιν εἰς τὸν τομέα τῶν ταχυδρομείων καὶ τῶν τηλεπικοινωνιῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ εἰς 'Αθήνας τὴν 28ην Φεβρουαρίου 1976 ὑπογραφεῖσα Συμφωνία μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας ἀφορῶσα εἰς τὴν συνεργασίαν καὶ τὴν σύμπραξιν εἰς τὸν τομέα τῶν ταχυδρομείων καὶ τῶν τηλεπικοινωνιῶν, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν ἔχει ὡς ἀκολούθως:

ACCORD

Entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie concernant la collaboration et coopération dans le domaine des Postes et des Télécommunications.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, dénommés ci-après contractantes, animés du désir de promouvoir le développement de la collaboration dans le domaine des Postes et Télécommunications, ont décidé de conclure le présent accord par lequel ils conviennent ce qui suit :

CHAPITRE I

Dispositions Générales

Article 1

Entre la République Hellénique et la République Socialiste de Roumanie le trafic postal s' effectue conformément aux dispositions de la Constitution de l' Union Postale Universelle, de la Convention Postale Universelle, de l' Arrangement concernant les colis postaux, de l' Arrangement concernant les lettres avec valeur déclarée, de l' Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage et leurs Règlements d' exécution et les liaisons de télécommunications s' effectuent conformément aux dispositions de la Convention Internationale des Télécommunications et des Règlements Télégraphique, Téléphonique, de Radiocommunications et additionnel de Radiocommunications, en vigueur, ainsi que conformément aux dispositions du présent Accord.

Article 2

Les Administrations des Postes et Télécommunications des deux Parties contractantes, dénommées ci-après «Administrations» prennent toutes les mesures pour l' extention et l' amélioration des liaisons postales et de télécommunications entre leurs pays.

Article 3

Les deux Administrations tenant compte des recommandations des Organes de l' Union Postale Univereslle et de l' Union Internationale des Télécommunications concernant les conditions d' établissement des services postaux et des télécommunications ainsi que leur tarification :

— étudient, en permanence, la possibilité d' établir en commun dans leurs relations réciproques des mesures de simplification des procédures des décomptes et des méthodes qui permettront l' amélioration et le développement du trafic des Poster et Télécommunications.
— proposent, éventuellement, aux autorités compétentes de leurs pays l' approbation des tarifs avantageux pour les deux Parties contractantes.

CHAPITRE II

Postes

Article 4

Dans leurs relations mutuelles terminales et de transit les deux Administrations prendront toutes les mesures nécessaires, afin d' accélérer et d' assurer les échanges des envois postaux.

Article 5

Chaque Administration utilisera autant que possible les liaisons postales aériennes et les voies de surface de l' autre Administration pour acheminer son trafic destiné à des tiers pays, conformément à la procédure convenue directement entre elles.

Les dépêches originaires de l' une des Administrations expédiées en transit par l' intermédiaire de l' autre Administration seront acheminées par cette dernière par les voies les plus rapides qu' elle utilise pour ses propres dépêches.

Article 6

L' échange direct, ainsi que le transit des dépêches d' objets de correspondance et colis entre les deux Administrations, s' effectuera par l' intermédiaire des bureaux d' échange. Chaque Administration communiquera à l' autre Administration, les bureaux d' échange utilisés, ainsi que les modifications intervenues dans l' organisation de ceux-ci.

Article 7

Les bureaux d' échange peuvent utiliser les sacs vides de l' autre Administration pour former leurs propres dépêches adressées à cette Adminitration.

Article 8

Les deux Administrations dans leurs relations réciproques peuvent accepter des lettres recommandées contenant des objets à soumettre au contrôle douanier. Ces envois, ainsi que les petits paquets, seront toujours accompagnés des formulaires prévus dans les actes de l' Union Postale Universelle (Etiquette C1).

Article 9

Les envois recommandés s' inscrivent globalement dans les feuilles d' avis. Sont exceptés les envois réexpédiés et retournés ou expédiés en transit à découvert qui seront inscrits individuellement dans les feuilles d' avis ou dans les listes spéciales.

Article 10

Dans les relations entre les deux Parties contractantes, l' échange d' imprimés (livres, brochures, revues, journaux) comme envois avec tarif d' imprimés, jusqu' au poids de 10 kg. est admis.

Article 11

Le montant maximum de la valeur déclarée, pour les lettres avec valeur déclarée sera fixé par correspondance entre les deux Administrations. L' échange des lettres avec valeur déclarée s' effectue conformément aux dispositions de l' Arrangement concernant les lettres avec valeur déclarée, en vigueur.

Article 12

Dans leurs relations mutuelles les deux Administrations admettent des colis ordinaires, des colis avec valeur déclarée, fragiles, encombrants, avec avis de réception et avec avis de non remise.

Les communications sur le coupon du bulletin d' expédition sont admises.

Le poids maximum admis pour les colis postaux, envoyés par la voie de surface et aérienne, est fixé à 20 kg.

Article 13

Le montant maximum de la valeur déclarée pour les colis postaux sera fixé par correspondance entre les deux Administrations.

Article 14

Dans les relations mutuelles des deux Administrations, les colis ordinaires sont inscrits sur la feuille de route, globalement, dans l' ordre des coupures de poids et avec l' indication de la bonification totale pour chaque coupure de poids.

Les colis avec valeur déclarée, les colis encombrants, fragiles, réexpédiés, renvoyés et ceux en transit à découvert destinés à des tiers pays, sont inscrits, sur la feuille de route, individuellement avec toutes les indications nécessaires.

Article 15

Les quotes–parts terminales et de transit territorial et maritime pour les colis–postaux seront fixées de commun accord entre les deux Administrations, par correspondance, sur la base des réglementations de l' Arrangement en vigueur, concernant les colis–postaux.

Article 16

L' échange de mandats de poste est admis seulement par mandats de poste internationaux individuels et s' effectue sur la base des prévisions de l' Arrangement concernant les mandats de poste internationaux et les bons postaux de voyage de l' Union Postale Universelle.

Le payement du mandat s' effectuera dans la monnaie du pays de destination. La conversion se fera au cours officiel à la date du payement du mandat.

Les conditions concrètes d' échange des mandats de poste internationaux seront réglementées par échange de lettres entre les deux Administrations.

Article 17

Pour la promotion de la collaboration et de l' information réciproque dans le domaine de l' émission de timbres–poste, un échange régulier de nouvelles émissions en 20 séries sera effectué, ainsi qu' un échange d' envois mutuels de timbres–poste aura lieu pour des expositions philatéliques entre les deux pays.

CHAPITRE III

Télécommunications

Article 18

Les liaisons des télécommunications entre les deux pays seront utilisées pour la transmission rapide et sûre des communications téléphoniques, télégraphiques, télex, de données, de transmissions de radio et de télévision ainsi que de nouvelles prestations éventuelles qui peuvent être établies dans l' avenir, dans les meilleures conditions. Chaque Administration utilisera dans une mesure aussi grande que possible les liaisons des télécommunications de l' autre Administration pour l' acheminement de son propre trafic de transit destiné à d' autres pays conformément à la procédure qui sera convenue directement entre les deux Administrations et dans les conditions les plus favorables pour les deux parties.

Article 19

Les deux Parties contractantes conviennent que chaque Administration, d' après ses possibilités, assure sur le territoire sur lequel elle développe son activité, les moyens techniques nécessaires pour le trafic terminal et de transit de l' autre Administration vers les pays européens et extra–européens.

Le nombre nécessaire de circuits et les voies d' acheminement seront fixés par correspondance ou par des contacts directs entre les deux Administrations.

Article 20

En ce qui concerne le trafic télégraphique entre les deux pays, toutes les catégories de télégrammes prévues dans le Règlement Télégraphique International en vigueur sont admises, excepté les cas compris aux restrictions que chacune des deux Parties contractantes communique à l' Union Internationale des Télécommunications. Les services télégraphiques facultatifs admis par les deux Administrations sont ceux prévus dans les Recommandations du Comité Consulatif International Télégraphique et Téléphonique (CCITT) de l' Union Internationale des Télécommunications.

Article 21

En ce qui concerne le trafic téléphonique entre les deux pays toutes les catégories de conversations téléphoniques prévues dans les instructions du Comité Consultatif International Télégraphique et Téléphonique (CCITT) de l' Union Internationale des Télécommunications concernant le service téléphonique international sont admises, excepté les cas compris aux restrictions que chacune des deux Parties contractantes communique à l' Union Internationale des Télécommunications.

Article 22

Les facilités suivantes seront accordées en ce qui concerne le service téléphonique entre les deux pays :

a) Conversations urgentes.
b) Conversations personnelles.
c) Demandes d' informations.

L' introduction d' autres facilités peut être convenue par correspondance entre les deux Administrations.

Article 23

La mise à la disposition et la tarification des liaisons utilisées pour la transmission des programmes télévisuels «actualités» seront effectuées conformément aux dispositions en vigueur des Recommandations du Comité Consultatif International Télégraphique et Téléphonique (CCITT) de l' Union Internationale des Télécommunications.

Article 24

La mise à la disposition des liaisons utilisées pour la transmission des programmes de radio et de télévision sera effectuée conformément aux dispositions des Recommandations du Comité Consultatif International Télégraphique et Téléphonique (CCITT) de l' Union Internationale des Télécommunications.

Article 25

Les Administrations se consulteront et établiront dans la mesure où cela est nécessaire le mode de répartition et d' utilisation des fréquences en vue d' éviter les perturbations réciproques de leurs services de radiocommunications.

Article 26

Les tarifs pour les services des télécommunications prévus dans le présent Accord seront convenus entre les deux Administrations conformément aux dispositions des Recommandations du Comité Consultatif International Télégraphique et Téléphonique (CCITT) de l' Union Internationale des Télécommunications et avec l' approbation des autorités de leurs pays.

Article 27

En ce qui concerne le service téléphonique manuel

et semiautomatique les deux Administrations peuvent être convenues, par correspondance, de fixer pour les conversations réalisées pendânt les heures de trafic faible des taxes différentes de celles prévues pour les conversations ordinaires après l' approbation des autorités compétentes de leurs pays.

Article 28

En ce qui concerne le service téléphonique automatique, les deux Administrations peuvent être convenues, par correspondance, de fixer des taxes réduites pour les conversations réalisées pendant les heures de trafic faible en tenant compte des possibilités techniques existantes, après l' approbation des autorités compétentes de leurs pays.

Article 29

Les deux Administrations, ayant l' approbation des autorités compétentes de leurs pays, pourront fixer entre elles des tarifs pour d' autres services aussi non prévus par le présent accord.

CHAPITRE IV

Décomptes des prestations des Postes et Télécommunications

Article 30

Les comptes et décomptes résultant des prestations des Postes et Télécommunications, prévus dans cet Accord, seront établis selon la périodicité convenue par les Administrations et seront échangés directement entre elles.

Article 31

L' unité monétaire utilisée pour l' établissement des taxes et pour la comptabilité est celle qui est fixée par la Constitution de l' Union Postale Universelle et la Convention Internationale des Télécommunications, en vigueur.

Article 32

Le règlement de tous les payements résultant de l' application de cet Accord, se fera en conformité avec les prévisions de l' Accord de payements en vigueur entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie.

CHAPITRE V

Collaboration et coopération technico-scientifique

Article 33

Les deux Administrations peuvent réaliser une collaboration et coopération technico-scientifique directe dans le domaine des Postes et Télécommunications. Elles feront un échange d' informations d' intérêt commun sur les aspects d' exploitation, techniques, économiques et scientifiques concernant les services des Postes et Télécommunications.

Cette colaaboration et coopération pourront se réaliser par des contacts bilatéraux entre les deux Administrations qui établiront le cadre de la collaboration et coopération dans le domaine des recherches et réalisations dans les Postes et Télécommunications.

CHAPITRE VI

Dispositions finales

Article 34

Pour faciliter la réalisation des prévisions du présent Accord, les Administrations peuvent faire, chaque fois qu' elles le considèrent nécessaire, des échanges de lettres pour préciser certains éléments techniques et d' organisation dans les meilleures conditions des différents services des Postes et Télécommunications des deux Administrarions.

Article 35

Les cas dont le règlement n' est pas prévu par le présent Accord, seront traités conformément aux prescriptions des Actes de l' Union Postale Universelle et de l' Union Internationale des Télécommunications.

Article 36

Tout différend, concernant l' interprétation ou l' application du présent Accord, sera réglé par négociations directes entre les deux Administrations. Si les Administrations n' arrivent pas à s' entendre, le différend devra être réglé par voie diplomatique.

Article 37

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de la dernière notification, par voie diplomatique, par laquelle les Parties contractantes annonceront la ratification du présent Accord selon la législation de chaque pays.

La durée de validité du présent Accord est de 5 ans à partir de la date de son entrée en vigueur et sera renouvelée par consentement tacite pour des nouvelles périodes de 5 ans chacune, si aucune des Parties contractantes ne le dénonce par écrit, par voie diplomatique, au moins 6 mois avant l' expiration de chaque période de validité.

Article 38

Toute modification ou adjonction aux prévisions du présent Accord se fera par négociations entre les deux Parties contractantes. Ces modifications ou adjonctions seront soumises à l' approbation et entreront en vigueur conformément aux prévisions de l' article 37.

Article 39

A partir de la date de son entrée en vigueur, le présent Accord remplace l' Accord de Télécommunications signé à Athènes le 2 septembre 1966 entre les deux Gouvernements.

Fait à Athènes le 28 février 1976 en deux exemplaires originaux, chacun écrit en langue grecque, roumaine et francaise. Tous les trois textes ont la même valeur. En cas de divergence d' interprétation entre les textes en langue grecque et en langue roumaine, le texte en langue fraçaise fera foi.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique	Pour le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie
IOANNIS VARVITSIOTIS	MAXIM BERGHIANU

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας ἀφορῶσα εἰς τὴν συνεργασίαν καὶ τὴν σύμπραξιν εἰς τὸν τομέα τῶν Ταχυδρομείων καὶ τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας, ἀποκαλούμεναι κατωτέρω Συμβαλλόμενα Μέρη ἐμφορούμεναι ἐκ τῆς ἐπιθυμίας ὅπως προωθήσουν τὴν ἀνάπτυξιν τῆς συνεργασίας εἰς τὸν τομέα τῶν Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν, ἀπεφάσισαν τὴν σύναψιν τῆς παρούσης Συμφωνίας διὰ τῆς ὁποίας συνομολογοῦν τὰ κάτωθι :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I.

Γενικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 1.

Μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας, τὸ μὲν ταχυδρομικὸν ἔργον ἐκτελεῖται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἐν ἰσχύι Καταστατικοῦ τῆς Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Ἑνώσεως, Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Συμβάσεως, Συμφωνίας τῆς ἀφορώσης εἰς τὰ ταχυδρομικὰ δέματα, Συμφωνίας τῆς ἀφορώσης εἰς τὰς ἐπιστολὰς μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας, Συμφωνίας τῆς ἀφορώσης εἰς τὰς ταχυδρομικὰς ἐπιταγὰς καὶ τὰς ταχυδρομικὰς ταξειδιωτικὰς ἐντολάς, τοὺς κανονισμοὺς ἐκτελέσεως αὐτῶν, ὡς καὶ πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας, αἱ δὲ τηλεπικοινωνιακαὶ ζεύξεις πραγματοποιοῦνται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τῶν Κανονισμῶν Τηλεγραφικοῦ, Τηλεφωνικοῦ, Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ Προσθέτου Ραδιοεπικοινωνιῶν, ὡς καὶ πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 2.

Αἱ Διευθύνσεις Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, ἀποκαλούμεναι κατωτέρω «Διευθύνσεις» (Ὑπηρεσίαι), λαμβάνουν πάντα τὰ μέτρα διὰ τὴν ἐπέκτασιν καὶ βελτίωσιν τῶν μεταξὺ τῶν χωρῶν των ταχυδρομικῶν καὶ τηλεπικοινωνιακῶν σχέσεων.

Ἄρθρον 3.

Αἱ δύο Διευθύνσεις (Ὑπηρεσίαι), λαμβάνουσαι ὑπ' ὄψιν τὰς συστάσεις τῶν ὀργάνων τῆς Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Ἑνώσεως καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, τὰς ἀφορώσας εἰς τοὺς ὅρους συστάσεως τῶν ταχυδρομικῶν καὶ Τηλεπικοινωνιακῶν Ὑπηρεσιῶν καθὼς ἐπίσης καὶ τὴν τιμολόγησιν αὐτῶν :

—Μελετοῦν, συνεχῶς τὴν δυνατότητα λήψεως ἀπὸ κοινοῦ εἰς τὰς ἀμοιβαίας αὐτῶν σχέσεις μέτρων ἁπλουστεύσεως τῶν διαδικασιῶν ἐκκαθαρίσεως τῶν λογαριασμῶν καὶ μεθόδους, αἱ ὁποῖαι θὰ ἐπιτρέψουν τὴν βελτίωσιν καὶ τὴν ἀνάπτυξιν τῆς κινήσεως τῶν Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν.

—Προτείνουν, ἐνδεχομένως, εἰς τὰς ἁρμοδίας Ἀρχὰς τῶν χωρῶν των τὴν ἔγκρισιν εὐνοϊκῶν τιμολογίων διὰ τὰ δύο Συμβαλλόμενα μέρη.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II.

Ταχυδρομεῖα.

Ἄρθρον 4.

Εἰς τὰς ἀμοιβαίας αὐτῶν σχέσεις, τερματικὰς καὶ διαβατικάς, αἱ δύο Ὑπηρεσίαι θὰ λαμβάνουν πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς τὸν σκοπὸν ἐπιταχύνσεως καὶ διασφαλίσεως τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ταχυδρομικῶν ἀντικειμένων.

Ἄρθρον 5.

Ἑκάστη Ὑπηρεσία θὰ χρησιμοποιῇ κατὰ τὸ δυνατόν, τὰς ταχυδρομικὰς ἀεροπορικὰς συνδέσεις καὶ τὰς ὁδοὺς ἐπιφανείας τῆς ἑτέρας Ὑπηρεσίας, διὰ τὴν διαβίβασιν τῶν ταχυδρομικῶν ἀντικειμένων της, τῶν προοριζομένων πρὸς τρίτας χώρας, συμφώνως πρὴς τὴν ἀπ' εὐθείας μεταξύ των συμφωνουμένην διαδικασίαν.

Αἱ ταχυδρομικαὶ ἀποστολαὶ καταγωγῆς, μιᾶς τῶν Ὑπηρεσιῶν, ἀποστελλόμεναι διαβατικῶς μέσῳ τῆς ἑτέρας Ὑπηρεσίας, θὰ διαβιβάζωνται ὑπὸ τῆς τελευταίας ταύτης διὰ τῶν ταχυτέρων ὁδῶν τὰς ὁποίας αὕτη χρησιμοποιεῖ διὰ τὰς ἰδίας αὐτῆς ταχυδρομικὰς ἀποστολάς.

Ἄρθρον 6.

Ἡ ἀπ' εὐθείας ἀνταλλαγὴ ὡς καὶ ἡ διαμετακόμισις ταχυδρομικῶν ἀποστολῶν ἀντικειμένων ἀλληλογραφίας καὶ δεμάτων μεταξὺ τῶν δύο Ὑπηρεσιῶν, θὰ πραγματοποιῆται μέσῳ τῶν ἀνταλλακτηρίων Γραφείων. Ἑκάστη Ὑπηρεσία θ' ἀνακοινώνῃ εἰς τὴν ἑτέραν Ὑπηρεσίαν, τὰ χρησιμοποιούμενα ἀνταλλακτήρια Γραφεῖα, ὡς ἐπίσης καὶ τὰς μεταβολὰς τὰς ἐπερχομένας εἰς τὴν ὀργάνωσιν αὐτῶν.

Ἄρθρον 7.

Τὰ ἀνταλλακτήρια Γραφεῖα δύνανται νὰ χρησιμοποιοῦν τοὺς κενοὺς σάκκους τῆς ἑτέρας Ὑπηρεσίας διὰ τὴν σύνθεσιν τῶν ἰδίων αὐτῶν ταχυδρομικῶν ἀποστολῶν τῶν ἀπευθυνομένων εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν ταύτην.

Ἄρθρον 8.

Αἱ δύο Ὑπηρεσίαι εἰς τὰς ἀμοιβαίας αὐτῶν σχέσεις δύνανται νὰ ἀποδέχωνται συστημένας ἐπιστολὰς περιεχούσας εἴδη ὑποκείμενα εἰς τελωνειακὸν ἔλεγχον. Τὰ ἀντικείμενα ταῦτα καθὼς ἐπίσης καὶ τὰ μικροδέματα θὰ συνοδεύωνται πάντοτε ὑπὸ τῶν προβλεπομένων εἰς τὰς πράξεις τῆς Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Ἑνώσεως ἐντύπων (Ἐτικέττα C1).

Ἄρθρον 9.

Τὰ συστημένα ἀντικείμενα ἐγγράφονται συνολικῶς εἰς τὰ φύλλα εἰδοποιήσεως. Ἐξαιροῦνται τὰ ἐκ νέου ἀποστελλόμενα, τὰ ἐπιστρεφόμενα καὶ τὰ ἀποστελλόμενα ἀπερικαλύπτως διαβατικὰ ἀντικείμενα, τὰ ὁποῖα ἐγγράφονται ἀναλυτικῶς εἰς τὰ φύλλα εἰδοποιήσεως ἢ εἰς τὰ εἰδικὰ φύλλα.

Ἄρθρον 10.

Εἰς τὰς σχέσεις μεταξὺ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν γίνεται δεκτὴ ἡ ἀνταλλαγὴ ἐντύπων (βιβλίων, φυλλαδίων, περιοδικῶν, ἐφημερίδων) ὡς ἀντικειμένων μὲ τιμολόγιον, ἐντύπων, μέχρι βάρους 10 χιλιογράμμων.

Ἄρθρον 11.

Τὸ ἀνώτατον ποσὸν τῆς δηλουμένης ἀξίας διὰ τὰς ἐπιστολὰς μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας θέλει καθορισθῆ δι' ἀλληλογραφίας μεταξὺ τῶν δύο Ὑπηρεσιῶν. Ἡ ἀνταλλαγὴ τῶν ἐπιστολῶν μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας πραγματοποιεῖται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἐν ἰσχύι Συμφωνίας τῆς ἀφορώσης εἰς τὰς ἐπιστολὰς μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας.

Ἄρθρον 12.

Εἰς τὰς ἀμοιβαίας αὐτῶν σχέσεις, αἱ δύο Ὑπηρεσίαι δέχονται δέματα συνήθη μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας, εὔθραυστα, δυσμετακόμιστα, μετὰ εἰδοποιήσεως παραλαβῆς καὶ μετὰ εἰδοποιήσεως περὶ μὴ ἐπιδόσεως.

Αἱ ἀνακοινώσεις ἐπὶ τοῦ ἀποκόμματος τοῦ δελτίου ἀποστολῆς γίνονται δεκταί.

Τὸ ἀνώτατον παραδεκτὸν βάρος διὰ τὰ ταχυδρομικὰ δέματα τὰ ἀποστελλόμενα διὰ τῆς ὁδοῦ ἐπιφανείας καὶ τῆς ἀεροπορικῆς τοιαύτης καθορίζεται εἰς 20 χιλιόγραμμα.

Ἄρθρον 13.

Τὸ ἀνώτατον ποσὸν τῆς δηλουμένης ἀξίας διὰ τὰ ταχυδρομικὰ δέματα θέλει καθορισθῇ δι' ἀλληλογραφίας μεταξὺ τῶν δύο Ὑπηρεσιῶν.

Ἄρθρον 14.

Εἰς τὰς ἀμοιβαίας σχέσεις τῶν δύο Ὑπηρεσιῶν, τὰ συνήθη δέματα ἐγγράφονται ἐπὶ τοῦ φύλλου διαδρομῆς συνολικῶς κατὰ τὴν τάξιν τῶν κλιμακίων βάρους καὶ μὲ τὴν ἔνδειξιν τοῦ ὁλικοῦ ἀποδοτέου δικαιώματος, δι' ἕκαστον κλιμάκιον βάρους.

Τὰ δέματα μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας, τὰ δυσμετακόμιστα, τὰ εὔθραστα, τὰ ἐκ νέου ἀποστελλόμενα, τὰ ἐπιστρεφόμενα καὶ τὰ διαβιβαζόμενα ἀπεριλακύπτως διαβατικὰ προορισμοῦ τρίτων χωρῶν, ἐγγράφονται ἐπὶ τοῦ φύλλου διαδρομῆς ἀναλυτικῶς μεθ' ὅλων τῶν ἀναγκαίων ἐνδείξεων.

Ἄρθρον 15.

Τὰ καταληκτικά, τὰ διαβατικὰ χερσαῖα καὶ τὰ θαλάσσια ἀναλογοῦντα μερίδια διὰ τὰ ταχυδρομικὰ δέματα θὰ καθορισθοῦν, κατόπιν κοινῆς συμφωνίας μεταξὺ τῶν δύο Ὑπηρεσιῶν, δι' ἀλληλογραφίας, ἐπὶ τῇ βάσει τῶν κανονιστικῶν διατάξεων τῆς ἐν ἰσχύι Συμφωνίας τῆς ἀφορώσης εἰς τὰ ταχυδρομικὰ δέματα.

Ἄρθρον 16.

Ἡ ἀνταλλαγὴ ταχυδρομικῶν ἐπιταγῶν εἶναι παραδεκτὴ μόνον διὰ μεμονωμένων διεθνῶν ταχυδρομικῶν ἐπιταγῶν καὶ διενεργεῖται ἐπὶ τῇ βάσει τῶν προβλέψεων τῆς Συμφωνίας τῆς ἀφορώσης εἰς τὰς διεθνεῖς ταχυδρομικὰς ἐπιταγὰς καὶ τὰς ταχυδρομικὰς ταξειδιωτικὰς ἐντολὰς τῆς Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Ἑνώσεως.

Ἡ πληρωμὴ τῆς ἐπιταγῆς θὰ διενεργῆται εἰς τὸ νόμισμα τῆς χώρας προορισμοῦ.

Ἡ μετατροπὴ θὰ πραγματοποιῆται εἰς τὴν ἐπίσημον τιμὴν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν πληρωμῆς τῆς ἐπιταγῆς.

Οἱ συγκεκριμένοι ὅροι ἀνταλλαγῆς τῶν διεθνῶν ταχυδρομικῶν ἐπιταγῶν θέλουν ρυθμισθῇ δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν μεταξὺ τῶν δύο Ὑπηρεσιῶν.

Ἄρθρον 17.

Διὰ τὴν προαγωγὴν τῆς συνεργασίας καὶ τὴν ἀμοιβαίαν ἐνημέρωσιν εἰς τὸν τομέα τῆς ἐκδόσεως γραμματοσήμων, θὰ πραγματοποιῆται τακτικὴ ἀνταλλαγὴ τῶν νέων ἐκδόσεων εἰς 20 σειράς, καθὼς ἐπίσης θὰ λαμβάνῃ χώραν ἀμοιβαία ἀνταλλαγὴ ἀποστολῶν γραμματοσήμων διὰ τὰς φιλοτελικὰς ἐκθέσεις μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III.

Τηλεπικοινωνίαι.

Ἄρθρον 18.

Αἱ τηλεπικοινωνιακαὶ ζεύξεις μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν θὰ χρησιμοποιοῦνται διὰ τὴν ταχεῖαν καὶ ἀσφαλῆ μεταβίβασιν ἐπικοινωνιῶν τηλεγραφικῶν, τηλεφωνικῶν, τέλεξ, δεδομένων, ραδιοφωνικῶν καὶ τηλεοπτικῶν μεταβιβάσεων καθὼς καὶ νέων ἐνδεχομένως ὑπηρεσιῶν αἱ ὁποῖαι θὰ δύνανται νὰ καθιερωθοῦν εἰς τὸ μέλλον, ὑπὸ τὰς καλλιτέρας τῶν προϋποθέσεων. Ἑκάστη Διεύθυνσις θὰ χρησιμοποιήσῃ εἰς ὅσον τὸ δυνατὸν μεγαλυτέραν ἔκτασιν τὰς τηλεπικοινωνιακὰς ζεύξεις τῆς ἄλλης Διευθύνσεως διὰ τὴν δρομολόγησιν τῆς διαβατικῆς της κινήσεως προοριζομένης δι' ἑτέρας χώρας βάσει τῆς διαδικασίας ἡ ὁποία θὰ συμφωνηθῇ μεταξὺ τῶν δύο Διευθύνσεων καὶ ὑπὸ τὰς πλέον εὐνοϊκὰς προϋποθέσεις διὰ τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη.

Ἄρθρον 19.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦν ὅπως ἑκάστη Διεύθυνσις, βάσει τῶν ὑφισταμένων δυνατοτήτων της, διασφαλίζῃ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἐπὶ τοῦ ὁποίου ἀναπτύσσει τὴν δραστηριότητά της, τὰ ἀναγκαῖα τεχνικὰ μέσα διὰ τὴν τερματικὴν καὶ διαβατικὴν κίνησιν τῆς ἑτέρας Διευθύνσεως πρὸς τὰς Εὐρωπαϊκὰς καὶ Ὑπερευρωπαϊκὰς χώρας.

Ὁ ἀναγκαῖος ἀριθμὸς κυκλωμάτων καὶ αἱ ὁδοὶ δρομολογήσεως θὰ καθορίζωνται δι' ἀλληλογραφίας ἢ δι' ἀπ' εὐθείας ἐπαφῶν μεταξὺ τῶν δύο Διευθύνσεων.

Ἄρθρον 20.

Ὅσον ἀφορᾶ τὴν τηλεγραφικὴν κίνησιν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, γίνονται δεκταὶ ἅπασαι αἱ κατηγορίαι τηλεγραφημάτων αἱ προβλεπόμεναι ὑπὸ τοῦ ἐν ἰσχύι Διεθνοῦς Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ, ἐξαιρέσει τῶν περιπτώσεων τῶν περιλαμβανομένων εἰς τοὺς περιορισμούς, τοὺς ὁποίους ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀνακοινώνει εἰς τὴν Διεθνῆ Ἕνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν.

Προαιρετικαὶ τηλεγραφικαὶ ὑπηρεσίαι, ἀποδεκταὶ ὑπὸ τῶν δύο Διευθύνσεων εἶναι αἱ προβλεπόμεναι τοιαῦται ὑπὸ τῶν Συστάσεων τῆς Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας (CCITT) τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 21.

Ὅσον ἀφορᾶ τὴν τηλεφωνικὴν κίνησιν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, ἅπασαι αἱ κατηγορίαι τηλεφωνικῶν συνδιαλέξεων, αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὰς ὁδηγίας τῆς Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας (CCITT) τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν περὶ διεξαγωγῆς τῆς διεθνοῦς Τηλεφωνικῆς ὑπηρεσίας, γίνονται ἀποδεκταί, ἐκτὸς τῶν περιπτώσεων τῶν περιλαμβανομένων εἰς τοὺς περιορισμούς, τοὺς ὁποίους ἕκαστον τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν ἀνακοινώνει εἰς τὴν Διεθνῆ Ἕνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 22.

Αἱ κατωτέρω εὐκολίαι συμφωνοῦνται ὅσον ἀφορᾶ τὴν τηλεφωνικὴν ὑπηρεσίαν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν :

α) Ἐπείγουσαι τηλεφωνικαὶ συνδιαλέξεις
β) Προσωπικαὶ τηλεφωνικαὶ συνδιαλέξεις
γ) Αἰτήσεις πληροφοριῶν.

Ἡ εἰσαγωγὴ ἑτέρων εὐκολιῶν δύναται νὰ συμφωνῆται δι' ἀλληλογραφίας μεταξὺ τῶν δύο Διευθύνσεων.

Ἄρθρον 23.

Ἡ διάθεσις καὶ ἡ τιμολόγησις τῶν χρησιμοποιουμένων ζεύξεων διὰ τὴν μεταβίβασιν προγραμμάτων τηλεοράσεως «ἐπικαιρότητες» θὰ πραγματοποιοῦνται συμφώνως πρὸς τὰς ἐν ἰσχύι διατάξεις τῶν Συστάσεων τῆς Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας (CCITT) τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 24.

Ἡ διάθεσις ζεύξεων χρησιμοποιουμένων διὰ τὴν μεταβίβασιν προγραμμάτων ραδιοφωνίας καὶ τηλεοράσεως θὰ πραγματοποιῆται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν Συστάσεων τῆς Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας (CCITT) τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 25.

Αἱ Διευθύνσεις θὰ συμβουλεύωνται ἀλλήλας καὶ θὰ συνιστοῦν, καθ' ὃ μέτρῳ τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, τὸν τρόπον κατανομῆς καὶ χρησιμοποιήσεως τῶν συχνοτήτων ἐπὶ σκοπῷ ἀποφυγῆς ἀμοιβαίων παρενοχλήσεων τῶν ὑπηρεσιῶν τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 26.

Τὰ τιμολόγια διὰ τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας ὑπηρεσίας τηλεπικοινωνιῶν θὰ συμφωνοῦνται μεταξὺ τῶν δύο Διευθύνσεων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις

τῶν Συστάσεων τῆς Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς Τηλεγραφίας (CCITT) τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, κατόπιν ἐγκρίσεως τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῶν χωρῶν των.

Ἄρθρον 27.

Ὅσον ἀφορᾶ τὴν χειροκίνητον καὶ ἡμιαυτόματον τηλεφωνικὴν ὑπηρεσίαν αἱ δύο Διευθύνσεις δύνανται νὰ συμφωνοῦν δι' ἀλληλογραφίας τὸν καθορισμόν, διὰ τὰς τηλεφωνικὰς συνδιαλέξεις τὰς διεξαγομένας κατὰ τὰς ὥρας μειωμένης κινήσεως, τελῶν διαφόρων ἐκείνων τὰ ὁποῖα προβλέπονται διὰ τὰς συνήθεις τοιαύτας, κατόπιν ἐγκρίσεως τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῶν χωρῶν των.

Ἄρθρον 28.

Ὅσον ἀφορᾶ τὴν αὐτόματον τηλεφωνικὴν ὑπηρεσίαν, αἱ δύο Διευθύνσεις δύνανται νὰ συμφωνοῦν δι' ἀλληλογραφίας, τὸν καθορισμὸν μειωμένων τελῶν διὰ τὰς τηλεφωνικὰς συνδιαλέξεις τὰς διεξαγομένας κατὰ τὰς ὥρας μειωμένης κινήσεως λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὰς ὑφισταμένας τεχνικὰς δυνατότητας, κατόπιν ἐγκρίσεως τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῶν χωρῶν των.

Ἄρθρον 29.

Αἱ δύο Διευθύνσεις, ἔχουσαι τὴν ἔγκρισιν τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῶν χωρῶν των, θὰ δύνανται νὰ καθορίσουν μεταξύ των τιμολόγια δι' ἑτέρας ὑπηρεσίας μὴ προβλεπομένας ὑπὸ τῆς παρούσης συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

Ἐκκαθαρίσεις τῶν λογαριασμῶν τῶν παρεχομένων ταχυδρομικῶν καὶ τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν.

Ἄρθρον 30.

Οἱ λογαριασμοὶ καὶ αἱ ἐκκαθαρίσεις αἱ προκύπτουσαι ἐκ τῶν παρεχομένων ταχυδρομικῶν καὶ τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν, τῶν προβλεπομένων εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν θὰ καταρτίζωνται κατὰ τὴν συμφωνουμένην ὑπὸ τῶν δύο Διευθύνσεων (Ὑπηρεσιῶν) περιοδικότητα καὶ θ' ἀνταλλάσσωνται ἀπ' εὐθείας μεταξύ των.

Ἄρθρον 31.

Ἡ νομισματικὴ μονὰς ἡ χρησιμοποιουμένη διὰ τὴν κατάρτισιν τῶν τελῶν καὶ διὰ τὴν λογιστικὴν εἶναι ἡ καθοριζομένη τοιαύτη ὑπὸ τῶν ἐν ἰσχύι Καταστατικοῦ τῆς Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Ἑνώσεως καὶ Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 32.

Ὁ διακανονισμὸς πασῶν τῶν πληρωμῶν αἱ ὁποῖαι προκύπτουν ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ πραγματοποιῆται συμφώνως πρὸς τὰς προβλέψεις τῆς ἐν ἰσχύι Συμφωνίας Πληρωμῶν μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Τεχνικοεπιστημονικὴ συνεργασία καὶ σύμπραξις.

Ἄρθρον 33.

Αἱ δύο Διευθύνσεις (Ὑπηρεσίαι) δύνανται νὰ πραγματοποιοῦν ἀπ' εὐθείας τεχνικοεπιστημονικὴν συνεργασίαν καὶ σύμπραξιν εἰς τὸν τομέα τῶν Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν. Αὗται θὰ ἀνταλλάσσουν πληροφορίας κοινοῦ ἐνδιαφέροντος ἐπὶ θεμάτων ἐκμεταλλεύσεως, τεχνικῶν, οἰκονομικῶν καὶ ἐπιστημονικῶν, ἀφορώντων εἰς τὰς ὑπηρεσίας Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἡ συνεργασία καὶ σύμπραξις αὕτη δύναται νὰ πραγματοποιῆται διὰ διμερῶν ἐπαφῶν μεταξὺ τῶν δύο Διευθύνσεων (Ὑπηρεσιῶν), αἱ ὁποῖαι θὰ καταρτίζουν τὸ πλαίσιον τῆς συνεργασίας καὶ τῆς συμπράξεως εἰς τὸν τομέα τῶν ἐρευνῶν καὶ πραγματοποιήσεων εἰς τὰ ταχυδρομεῖα καὶ τὰς τηλεπικοινωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI.

Τελικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 34.

Πρὸς διευκόλυνσιν τῆς πραγματοποιήσεως τῶν ὅρων τῆς παρούσης Συμφωνίας, αἱ Διευθύνσεις (Ὑπηρεσίαι) δύνανται, ὁσάκις θεωροῦν τοῦτο ἀναγκαῖον, νὰ προβαίνουν εἰς ἀνταλλαγὴν ἐπιστολῶν ἵνα καθορίζουν ὡρισμένα τεχνικὰ στοιχεῖα καὶ τοιαῦτα ἀφορῶντα εἰς τὴν ὑπὸ τοὺς καλυτέρους ὅρους ὀργάνωσιν τῶν διαφόρων ὑπηρεσιῶν Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν αὐτῶν.

Ἄρθρον 35.

Αἱ περιπτώσεις τῶν ὁποίων ἡ ρύθμισις δὲν προβλέπεται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ρυθμίζωνται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν Πράξεων τῆς Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Ἑνώσεως καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 36.

Πᾶσα διαφορά, ἀφορῶσα εἰς τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ἐπιλύεται δι' ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεων μεταξὺ τῶν Διευθύνσεων (Ὑπηρεσιῶν). Ἐὰν αἱ Διευθύνσεις (Ὑπηρεσίαι) δὲν καταλήγουν εἰς συνεννόησιν, ἡ διαφορὰ δέον ὅπως ἐπιλύεται διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 37.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς τελευταίας διακοινώσεως, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, διὰ τῆς ὁποίας τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ γνωστοποιήσουν τὴν ἐπικύρωσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν ἑκάστης χώρας.

Ἡ διάρκεια ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας ὁρίζεται εἰς πέντε ἔτη ἀπὸ τῆς θέσεώς της ἐν ἰσχύι καὶ θὰ ἀνανεοῦται σιωπηρῶς διὰ νέας περιόδους ἐκ πέντε ἐτῶν ἑκάστη, ἐὰν οὐδὲν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καταγγείλῃ ταύτην ἐγγράφως, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, τοὐλάχιστον ἓξ μῆνας πρὸ τῆς ἐκπνοῆς ἑκάστης περιόδου ἰσχύος.

Ἄρθρον 38.

Πᾶσα τροποποίησις ἢ προσθήκη, εἰς τοὺς ὅρους τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ πραγματοποιῆται διὰ διαπραγματεύσεων μεταξὺ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν. Αἱ τροποποιήσεις καὶ προσθῆκαι αὗται θὰ ὑπόκεινται εἰς ἔγκρισιν καὶ θὰ τίθενται ἐν ἰσχύι συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 37.

Ἄρθρον 39.

Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς θέσεώς της ἐν ἰσχύι, ἡ παροῦσα Συμφωνία ἀντικαθιστᾷ τὴν Συμφωνίαν Τηλεπικοινωνιῶν τὴν ὑπογραφεῖσαν ἐν Ἀθήναις τῇ 2αν Σεπτεμβρίου 1966 μεταξὺ τῶν δύο Κυβερνήσεων.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 28η Φεβρουαρίου 1976 εἰς δύο γνήσια ἀντίτυπα, εἰς Ἑλληνικήν, Ρουμανικὴν καὶ Γαλλικὴν

γλῶσσαν ἕκαστον, τῶν τριῶν κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν. Ἐν περιπτώσει διαφορᾶς ἑρμηνείας μεταξὺ τῶν κειμένων εἰς τὴν ἑλληνικὴν καὶ ρουμανικὴν γλῶσσαν, τὸ εἰς τὴν γαλλικὴν κείμενον θεωρεῖται ἰσχυρότερον.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας	Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας
ΙΩΑΝΝΗΣ ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ	MAXIM BERGHIANU

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Μαρτίου 1980

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ	**ΑΛΕΞ. ΠΑΠΑΔΟΓΓΟΝΑΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Μαρτίου 1980

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ